

**Volet B**
**Copie à publier aux annexes au Moniteur belge  
après dépôt de l'acte**

 Réservé  
au  
Moniteur  
belge


\*19315050\*


 Déposé  
17-04-2019

Greffé

Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 19/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

**N° d'entreprise :** 0725451914

**Dénomination**

(en entier) : La Maison des Migrants

(en abrégé) :

Forme juridique : Association sans but lucratif

Siège : Rue de Mérode 9

1060 Saint-Gilles

Belgique

**Objet de l'acte :** Constitution

**Denomination :** La Maison des Migrants

Forme juridique : Association Sans But Lucratif

Siege : Rue de Merode, 9 1060 Bruxelles

**Objet de l'acte :** Constitution

**STATUTS**

Assemblée Générale constitutive : Le 9 février 2019 à 19h

Entre les soussignés :

 1. Madame Ninon MAZEAUD, née à Sevre, le 22 Juin 1993, domiciliée à Ixelles (1050), rue Faider, 50  
Nationalité Française

 2. Monsieur Robin CNOCKAERT, née à Hagenau, le 23 septembre 1989, domiciliée à Vilvoorde 1348, 71  
groenstraat.

 3. Madame Virginie DEN BLAUWEN, le 18 mars 1992, domiciliée à Bruxelles, rue de l'Association, 51.  
Nationalité Belge

 Qui déclarent constituer entre eux une association sans but lucratif, conformément à la loi du vingt-sept juin mille  
neuf cent vingt et un, il a été convenu ce qui suit :

**DENOMINATION**

Art. 1 : L'ASBL est dénommée « La Maison des Migrants »

**BUT**

Art. 2 : L'ASBL « La Maison des Migrants » a pour objet de :

 \*Répondre à la problématique du droit au logement pour des personnes vulnérables n'ayant pas accès à ce  
droit, à travers l'occupation de bâtiments laissés vides

\*Gérer un espace de vie pouvant accueillir des familles

\*Mettre en place des activités à visées sociales pour accompagner les habitants dans leur volonté d'intégration

\*Promouvoir, organiser et gérer des projets artistiques qui mêlent les habitants et des citoyens

**Objet de l'acte :**

 \*Trouver des sources de financement pour les projets artistiques à finalité sociale. \*Rechercher, faciliter et  
entretenir les contacts avec des organismes ayant des objectifs similaires.

 \*Favoriser et organiser des formations, des séminaires, des séances d'informations ; éditer et diffuser des  
brochures ou des documents utiles à la réalisation de son objet social et entreprendre de manière générale  
toute activité permettant la réalisation de ses objectifs.

 Elle pourra notamment créer des sections, des commissions et s'affilier pour des objectifs communs à d'autres  
associations. Elle peut poser tous les actes se rapportant directement ou indirectement à son objet social.

 « La Maison des Migrants » réalise ces buts de toutes manières, en étroite collaboration avec ses membres. Elle  
peut faire tout acte quelconque se rattachant directement ou indirectement, en tout ou en partie, à ses buts  
ou pouvant en amener le développement ou en faciliter la réalisation et peut ainsi acquérir, mettre en location  
tous les biens meubles et immeubles utiles et mettre en œuvre tous les moyens humains, techniques et

financiers nécessaires.

Elle peut notamment prêter son concours et s'intéresser à des activités similaires à ses buts. Elle établit des liaisons adéquates avec d'autres associations.

Le conseil d'administration a qualité pour interpréter la nature et l'étendue des buts de l'association.

« La Maison des Migrants » peut agir sur l'ensemble du territoire belge et peut étendre ses activités au niveau international.

Elle est ainsi habilitée par ses membres à défendre leurs intérêts dans tout litige mettant en jeu ses buts.

#### **DUREE**

Art. 3. L'association est constituée pour une durée illimitée. Sa dissolution est du ressort de l'Assemblée Générale. L'exercice social coïncide avec l'année civile.

#### **SIEGE**

Art. 4. Le siège de l'association est fixé à rue de Merode 9, 1060 Bruxelles située dans l'arrondissement judiciaire de Bruxelles. Il peut être transféré par l'Assemblée Générale et le transfert de siège fera l'objet d'une publication aux annexes du Moniteur Belge.

#### **MEMBRES**

« La Maison des Migrants » comprend des membres effectifs et des membres adhérents.

Art. 5. Sont membres effectifs

1) Les membres fondateurs :

- Les postes d'administrateur leur sont également ouverts.

- Lors des Assemblées Générales, ils bénéficient chacun de deux voix au lieu d'une. - Ils possèdent un droit de veto dans les délibérations sur le changement de statuts.

2) Tout membre adhérent qui, présenté par deux membres effectifs au moins, est admis en qualité de membre effectif par décision de l'assemblée générale réunissant l'unanimité des voix présentes ou représentées. Le conseil d'administration de l'association statue sur les demandes d'admission à la majorité simple des voix présentes ou représentées. Le conseil d'administration fixera le montant de la cotisation annuelle et décidera si cette cotisation est effectivement exigée.

Art. 6. Sont membres adhérents, les personnes admises en cette qualité par le Conseil d'Administration et qui désirent aider l'association ou participer à ses activités et qui s'engagent à en respecter les statuts et les décisions prises conformément à ceux-ci.

#### **AFFILIATION, DEMISSION, SUSPENSION ET EXCLUSION**

Art. 7. Affiliation : Toutes les demandes d'affiliation en qualité de membre effectif ou adhérent sont adressées par écrit au Président de « La Maison des Migrants » et examinées selon la procédure exposée aux articles 5 et 6 des présents statuts.

Démission : Tout membre est libre de se retirer de l'association. La démission doit être adressée au Président de « La Maison des Migrants » au moins un mois avant la fin de l'exercice social en cours. Pendant la durée du préavis, le membre démissionnaire continue à bénéficier des droits et à assumer les obligations inhérentes à sa qualité de membre. Toute démission, donnée au cours des trois derniers mois d'un exercice social, ne sera effective qu'à la fin de l'exercice suivant.

Le membre démissionnaire reste débiteur des cotisations échues. Est réputé démissionnaire, tout membre qui ne remplit plus les conditions qui ont justifié son affiliation et qui n'a pas payé sa cotisation après une mise en demeure faite par lettre simple et qui est restée sans suite pendant quatre semaines à partir de la date de l'envoi de la lettre. Le Conseil d'Administration constate la réalisation des conditions prévues au présent article.

Suspension de la qualité de membre : Le Conseil d'Administration peut suspendre un membre si celui-ci manque gravement aux obligations qui lui incombent en vertu des présents statuts ou s'il entrave volontairement la réalisation du but social ou s'il reste en défaut de payer sa cotisation au moins pendant deux années consécutives.

Exclusion : Tout membre peut être exclu s'il manque gravement aux obligations qui lui incombent en vertu des présents statuts ou s'il entrave volontairement la réalisation de l'objet social ou s'il reste en défaut de payer sa cotisation au moins pendant deux années consécutives.

L'exclusion est prononcée par l'Assemblée Générale statuant à la majorité des deux tiers. Cette mesure prend cours à la date de la prononciation. Le membre contre lequel une mesure d'exclusion est proposée est invité à se faire entendre à l'assemblée générale. Le membre exclu reste débiteur des cotisations échues. La décision de l'Assemblée Générale ne doit pas être motivée. Tout membre de « La Maison des Migrants » qui perd cette qualité pour quelque motif que ce soit n'a aucun droit sur les avoirs de « La Maison des Migrants ».

#### **ASSEMBLEE GENERALE**

Art. 8.1. Attributions et mode de convocation de l'Assemblée Générale et manière dont ces résolutions sont portées à la connaissance de ses membres et des tiers. Tous les membres sont convoqués à l'assemblée générale au moins huit jours avant celle-ci. L'ordre du jour est joint à cette convocation. Toute proposition signée d'un nombre de membres au moins égal au 20e est portée à l'ordre du jour.

Les attributions de l'Assemblée Générale sont :

1° la modification des statuts ;

2° la nomination et la révocation des administrateurs ;

3° la nomination et la révocation des commissaires et la fixation de leur rémunération dans les ou une rémunération est attribuée ;

4° la décharge à octroyer aux administrateurs et/ou aux commissaires ;

5° l'approbation des budgets et des comptes ;

6° la dissolution de l'association ;

7° l'exclusion d'un membre

8° la transformation de l'association en société à finalité sociale  
9° tous les cas où les statuts l'exigent. Tout pouvoir qui n'est pas spécifiquement octroyé à l'Assemblée Générale dans les statuts est de la compétence du Conseil d'Administration.

Art. 8.2. L'Assemblée Générale est régulièrement constituée lorsque la moitié des membres effectifs de l'association sont présents ou représentés. Toutefois, lorsque le quorum des présences n'est pas atteint lors d'une première Assemblée Générale, il sera convoqué une seconde ayant pouvoir de représenter l'association, la fondation ou l'organisme à l'égard des tiers. L'Assemblée Générale qui délibérera valablement quel que soit le nombre des membres présents ou représentés.

Les décisions prises à l'Assemblée Générale se prennent à la majorité simple. La majorité des deux tiers est cependant exigée concernant les modifications aux statuts, la modification au règlement d'ordre intérieur, sur toute décision relative à l'exclusion d'un membre et en cas de dissolution de l'association ou de modification du règlement d'ordre intérieur.

La mesure de suspension est provisoire et ne vaut que jusqu'à la prochaine réunion de l'Assemblée Générale.

Art. 8.3. Les décisions de l'Assemblée Générale sont consignées dans un registre des actes de l'association, sous forme de procès-verbaux, signés par le Président, l'administrateur-délégué et le secrétaire. Tout membre peut demander ces extraits signés par le Président, administrateur-délégué et le secrétaire.

Les tiers justifiant d'un intérêt peuvent demander des extraits relatifs à des points qui les concernent, signés par le Président, l'administrateur-délégué et le secrétaire.

**LE CONSEIL D'ADMINISTRATION**

Art. 9. Le Conseil d'Administration est constitué par des administrateurs nommés par l'Assemblée Générale. La durée du mandat des administrateurs est fixée à trois ans renouvelable. Lorsque pour quelque motif que ce soit un administrateur se trouve définitivement dans l'impossibilité de remplir son mandat, le Conseil d'Administration peut assurer son remplacement. Cette désignation doit être ratifiée par la plus prochaine Assemblée Générale. Le nombre de membres du Conseil d'Administration ne peut être ni inférieur à 3 ni supérieur au nombre de membre - 1. Le mandat des administrateurs peut être remis en question par l'Assemblée Générale. Le Conseil d'Administration élit parmi ses membres un président, un secrétaire et un trésorier. Le Conseil d'Administration se réunit aussi souvent que les intérêts de l'association le réclament à l'initiative du président et de tout autre administrateur.

Le Conseil d'Administration délibère valablement pour autant que le nombre d'administrateurs présents ou représentés ne soit pas inférieur aux deux tiers du nombre total d'administrateurs.

Les décisions se prennent à la majorité simple. Le Conseil d'Administration est investi des pouvoirs les plus étendus pour l'administration et la gestion de l'association. Tout ce qui n'est pas expressément réservé à l'Assemblée Générale par la loi ou les statuts est de sa compétence. Il présente à l'Assemblée Générale les candidatures de membres effectifs et contrôle la liste des membres adhérents. Les actions judiciaires, tant en demandant qu'en défendant, sont poursuivies à la diligence du président du Conseil d'Administration ou d'un administrateur désigné à cette fin. Le Conseil d'Administration peut engager un ou plusieurs permanents. Ceux-ci peuvent être mandatés par le Conseil d'Administration pour recevoir tout envoi postal, émettre un virement libellé au nom de l'association ou du Conseil d'Administration. Un administrateur peut à tout moment démissionner. Sa démission ne devient effective que lors de la prochaine Assemblée Générale.

**L'ADMINISTRATEUR-DELEGUE**

Art. 10. Le Conseil peut déléguer la gestion journalière de l'association, avec usage de la signature afférente à cette gestion, à un administrateur délégué ou à un membre désigné.

Le Conseil d'Administration peut aussi déléguer des pouvoirs de gestion et/ou conférer des mandats à un ou plusieurs administrateurs, à des membres ou à des tiers. Dans ce cas l'étendue des pouvoirs conférés et la durée pendant laquelle ils pourront être exercés seront précisées.

La démission ou la révocation d'un administrateur mettent fin à tout pouvoir délégué par le Conseil d'Administration.

**BUDGET ET COMPTES**

Art. 11. Le 31 décembre de chaque année au plus tard, le Conseil d'Administration établit les comptes soumis à l'Assemblée Générale ordinaire qui doit être convoquée dans le trimestre suivant la clôture des comptes.

**EXERCICE SOCIAL**

Art. 12. L'exercice social débute le 1er janvier et se clôture le 31 décembre de chaque année.

**DISSOLUTION ET LIQUIDATION**

Art. 13. En cas de dissolution de l'association, la liquidation s'opérera par les soins d'un ou plusieurs liquidateurs nommés par l'Assemblée Générale, qui fixera leurs pouvoirs. Le patrimoine de l'association sera affecté à des associations poursuivant un objet social similaire.

**DISPOSITIONS GENERALES**

Art. 14. Les fonctions de Président, Vice-Président, ainsi que celles des membres du Conseil d'Administration sont gratuites. Ces personnes, de même que l'administrateur-délégué, n'engagent l'ASBL que dans le cadre de l'exécution de leur mandat. Le Conseil d'Administration représente l'ASBL vis-à-vis des tiers ainsi qu'en justice tant en demandant qu'en défendant. Il peut déléguer les pouvoirs au Président, à l'administrateur-délégué ou à un ou plusieurs autres de ses membres.

**LOI APPLICABLE**

Art. 15. La loi belge est d'application. Tout ce qui n'est pas prévu explicitement dans les présents statuts est réglé par la loi du 27.06.1921 sur les associations sans but lucratif modifiée par la loi du 02.05.2002.

**TRIBUNAUX COMPETENTS**

Art. 16. En cas de litige, les juridictions francophones de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles sont compétentes.

Réservé  
au  
Moniteur  
belge



Bijlagen bij het Belgisch Staatsblad - 19/04/2019 - Annexes du Moniteur belge

## Volet B - suite

### DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Art. 17. Les fondateurs prennent à l'unanimité les décisions ci-dessus qui ne seront effectives qu'à dater du dépôt au greffe des Statuts, des actes relatifs à la nomination des administrateurs.

Art. 18. Les administrateurs ont élu le bureau en qualité de :

Ninon Mazeaud

Robin CNOCKAERT

Virginie Den Blauwen

Fait à Bruxelles le 9 février 2019